

<b>ADMINISTRATION : ONTARIO</b>		<b>Personne-ressource</b>
<b>1. Réalisations :</b> Soulignez brièvement les principales réalisations et/ou des jalons importants en matière de TI/GI, réalisées dans votre administration au cours des 6 à 12 derniers mois.	<b>Transition vers GOnet</b>  Le Réseau du gouvernement de l'Ontario (GOnet) offrira à la fonction publique de l'Ontario (FPO) une infrastructure de télécommunications modernisée, et est un élément de base de la Stratégie de modernisation des services de télécommunications qui doit être mise en œuvre à plusieurs étapes.  La planification de la transition a commencé par TELUS Communications le 15 juin 2015 avec l'objectif final de mettre en place le plan d'architecture et de sécurité. La transition vers GOnet à tous les sites d'affaires du ministère à l'échelle de la province a été achevée en juin 2017, avec la fin de la migration des services d'accès à distance prévue en septembre 2017.	Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure 416-326-3398 <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a>
	<b>Stratégie d'hébergement et d'infonuage</b>  Les Services technologiques d'infrastructure (STI) exécutent les produits livrables de la première année de sa stratégie d'hébergement hybride de cinq ans. Les produits libérables de la première année comprennent l'acquisition des services et produits infonuagiques, l'établissement d'un courtier en infonuagique et d'un modèle opérationnel, et l'élaboration d'une évaluation d'état de préparation des applications. Les progrès à ce jour comprennent l'achat d'Azure, d'Office 365, et des services d'échange Cloud Connect, et l'élaboration d'un appel d'offres (AO) pour actualiser l'entente actuelle du fournisseur attitré de services infonuagiques. La diffusion de l'AO est prévue au troisième ou quatrième trimestre de 2017. Les STI ont lancé leurs services infonuagiques en version bêta qui comprennent Azure, Office 365, les services cognitifs et les services infonuagiques sur place.	Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure 416-326-3398 <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a>
	<b>Communication et collaboration unifiées (CCU)</b>  La planification pour remplacer les anciens services de communication vieillissants utilisés par la fonction publique de l'Ontario est en cours.  La rétroaction de l'industrie recueillie au moyen de l'ébauche du processus d'AO de communication et collaboration unifiées (CCU) a éclairé une approche modifiée pour ces services. L'objectif initial est la modernisation des services de voix pour offrir une expérience améliorée des employés et une utilisation plus efficace des biens de communication.	Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure 416-326-3398 <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a>

	<p>La FPO continue de s'engager à utiliser un système de communication intégré qui englobe un large éventail de technologies et d'applications conçues et prises en charge pour fonctionner comme une plate-forme de communication unique, ayant une incidence sur la façon dont elle intègre des services de voix, de données et de vidéo.</p>	
	<p><b>Modernisation de ServiceOntario</b></p> <p><b>Identité numérique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La présentation au Cabinet du Cadre stratégique d'identité numérique d'entreprise de l'Ontario qui orientera la conception et l'élaboration d'un Programme d'identité numérique (IN) pour l'Ontario a été approuvée par le Cabinet en août 2017; la prochaine étape consistera à élaborer un programme d'identité numérique et une analyse de rentabilisation, dont l'approbation est prévue en fin de 2018.</li> <li>• Afin de déterminer le meilleur type de solution opérationnelle et technologique pour le programme d'IN de l'Ontario, le ministère des Services gouvernementaux et des services aux consommateurs et le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG) utilisent des projets pilotes pour tester les hypothèses au sujet des préférences des utilisateurs ou des clients de même qu'évaluer l'intérêt et les capacités de chaque composante énumérée ci-dessus.</li> <li>• Cet automne, l'Ontario permettra aux parents de mettre à jour et de télécharger les carnets de vaccination de leurs enfants en ligne au moyen d'un processus convivial d'inscription et de connexion. Cela comprendra un projet pilote de production limitée pour tester l'utilisation des justificatifs bancaires pour accéder au service.</li> <li>• En collaboration avec d'autres partenaires fédéraux et provinciaux et le secteur privé, le GISG participe activement à l'élaboration d'un Cadre de fiabilité pancanadien pour créer un environnement national d'identité numérique et résoudre la façon dont les gouvernements et le secteur privé peuvent collectivement faire confiance à l'information d'identité et offrir des services numériques.</li> <li>• Le GISG a élaboré un plan de technologie conceptuel pour appuyer la vision d'identité numérique. Le plan technologique est une architecture conceptuelle élaborée pour appuyer les besoins opérationnels et stratégiques en matière d'IN. Il a été conçu pour comprendre les capacités techniques nécessaires pour permettre cette nouvelle activité au nom du gouvernement de l'Ontario. Il</li> </ul>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux 416-327-2561 <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>

	<p>facilitera également l'élaboration de la feuille de route de la technologie, éclairera les décisions stratégiques plus détaillées et élaborera les solutions, les normes et l'architecture de technologie de bout en bout.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le Défi d'innovation des petites entreprises (DIPE) a été lancé en mars 2017, et les candidats retenus seront annoncés en septembre 2017. Les solutions et les idées générées au moyen du processus du DIPE éclaireront l'élaboration de l'analyse de rentabilisation de l'identité numérique, et illustreront certaines approches novatrices pour résoudre notre défi lié à l'identité numérique. Les solutions possibles proposées par les candidats du DIPE comprenaient des données biométriques, la reconnaissance faciale à temps réel, des applications de téléphone intelligent pour prouver l'identité avec plusieurs sources (par exemple, les banques ou les bureaux de crédit) et une application novatrice des registres distribués (chaîne de blocs).</li> </ul> <p><b>Redémarrage des services</b></p> <p><b>ServiceOntario</b> a lancé de nouveaux services numériques, avec un nouvel ensemble de principes de conception axés sur l'utilisateur, en utilisant des méthodes agiles pour garantir le succès.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le <b>Localisateur de services</b> est la passerelle en ligne pour trouver des services de ServiceOntario à l'aide de la voie la plus efficace et la plus efficiente. Le service a été mis en œuvre à l'aide des sprints agiles de deux semaines, des mêlées quotidiennes, des déploiements fréquents et de l'amélioration continue en fonction des essais de convivialité et des analyses. La restructuration a également suivi la conception fondée sur des données probantes, y compris une étape d'essais avec la rétroaction du groupe de discussion et les améliorations subséquentes de la conception. La nouvelle conception facilite également la réutilisation des codes.</li> <li>Le <b>Changement d'adresse intégré</b> a été conçu à l'aide d'une approche fondée sur des données probantes et du suivi de l'expérience utilisateur à l'aide de Google Analytics. Le nouveau service offre la convivialité et est axé sur l'exécution de l'opération dans la voie au moyen d'une vérification simplifiée en ligne. L'utilisation du nouveau CAI est plus de trois fois celle des versions précédentes.</li> </ul>	
--	---	--

	<p><b>Validation de principe de la chaîne de blocs</b></p> <p>Une validation de principe (VdP) de la chaîne de blocs a été achevée au moyen d'une collaboration entre les secteurs public et privé. Cette collaboration comprenait la Ville de Toronto, les gouvernements de l'Ontario et du Canada, Deloitte Digital et Rubix by Deloitte. L'objectif était de réduire le fardeau administratif sur les restaurants en démarrage à l'aide des services en ligne. La VdP était un rassemblement exemplaire des organisations des secteurs privé et public, chacun apportant des compétences et connaissances importantes à l'initiative.</p> <p>L'utilisation des méthodes agiles a permis au projet de livrer un prototype opérationnel dans les délais serrés de 15 semaines. On a utilisé une approche itérative au moyen de sprints permettant aux équipes de préciser la solution et les exigences et d'avoir des fonctions de produit présentables toutes les quatre semaines.</p> <p>De nombreuses capacités de chaîne de blocs ont été validées, y compris sa capacité de fonctionner comme une plate-forme de partage de données et la VdP a permis l'élaboration d'une interface simple entre la chaîne de blocs et le système du gouvernement.</p>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux 416-327-2561 <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Renouvellement du Réseau d'information sur les ressources humaines (RIRH)</b></p> <p>Le RIRH est un système essentiel de planification des ressources d'entreprise utilisé en ce moment pour gérer l'administration de la paie et des avantages ministériels pour tous les employés de la FPO. La mise à niveau du projet de renouvellement du RIRH a été effectuée avec succès en août 2017.</p> <p>Le RIRH mis à niveau (de PeopleSoft v9.0 à v9.2) fournit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une version à jour de l'application avec un soutien permanent du fournisseur et une base pour des améliorations fonctionnelles et des mises à niveau futures;</li> <li>• l'observation des exigences juridiques, réglementaires et autres externes;</li> <li>• la base pour permettre au RIRH de respecter les exigences de la Loi sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario d'ici 2020.</li> </ul>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux 416-327-2561 <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Système d'intégration de l'information sur la protection du consommateur</b></p> <p>Le Système d'intégration de l'information sur la protection du consommateur (SIIPC) a été lancé le 15 mai 2017 pour remplacer la base de données actuelle des plaintes des consommateurs (Consumer Affairs Tracking System (CATS)) avec un ensemble d'outils plus durable et puissant pour améliorer la protection des consommateurs en Ontario. L'ancienne application (CATS) reposait beaucoup sur des processus</p>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux 416-327-2561 <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>

	<p>opérationnels manuels demandant beaucoup d'effort, pour communiquer, organiser et analyser des renseignements, et le SIIPC automatise ces processus manuels et intègre un système de réception des plaintes de première ligne et de gestion des plaintes avec des opérations stratégiques (par exemple, activités éducatives et d'exécution), et met en œuvre la transformation opérationnelle.</p> <p>Des améliorations ont été apportées aux formulaires de plainte en ligne – version en ligne et PDF. Des formulaires PDF dynamiques de plainte en ligne (anglais et français) ont été élaborés pour remplacer des PDF statiques périmés qui devaient être imprimés, remplis, numérisés, et envoyés à Protection du consommateur de l'Ontario où des employés de première ligne entraient manuellement les données dans CATS.</p> <p>À mesure que l'application évolue, elle produira des économies pour les consommateurs qui déposent des plaintes, puisque les outils de communication en ligne effectueront le suivi d'une plainte déposée plus rapidement et plus facilement pour les consommateurs. De plus, elle fera économiser de l'argent et des ressources en signalant les domaines à risque élevé où des ressources de conformité du Ministère (outils éducatifs ou inspections) pourraient être déployées pour empêcher des plaintes et des infractions futures (par exemple, les inspecteurs pourraient concentrer les vérifications ponctuelles là où les plaintes sont probables dans le futur).</p>	
	<p><b><i>Loi sur les infractions provinciales</i></b></p> <p>Le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs, en collaboration avec le ministère des Transports de l'Ontario et le ministère du Procureur général, a bien mis en œuvre une solution qui appuie les municipalités dans la collecte de près de 1,4 milliard de dollars en amendes de conduite impayées en suspens. Les Ontariens peuvent maintenant payer leurs amendes impayées au moyen du site Web de ServiceOntario ou en personne. Ce projet, appelé Projet de loi 31 de mise en œuvre de l'élargissement de la collecte des amendes de la <i>Loi sur les infractions provinciales</i> a été lancé avec succès le 1<sup>er</sup> mai 2017.</p> <p>Le projet comprenait l'élaboration de deux nouveaux services en ligne, pour payer les amendes de conduite impayées et les frais de rétablissement du permis de conduire. Il comprenait également l'amélioration des services existants, y compris les services en ligne de renouvellement de la vignette d'immatriculation, d'achat de plaque d'immatriculation personnalisée et de renouvellement du permis de conduire, pour amener les clients à payer leurs amendes en suspens.</p>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux 416-327-2561 <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>

	<p><b>Informatique cognitive</b></p> <p>L'informatique cognitive offre la capacité de traiter de grands volumes de données structurées et non structurées et d'utiliser des approches de requête en langage naturel pour appuyer l'interaction avec des systèmes cognitifs.</p> <p>Au moyen d'une validation de principe, le Regroupement des organismes centraux (ROC) étudiera comment cette nouvelle technologie peut améliorer les renseignements d'entreprise traditionnels et les approches d'analyses de données. On a également trouvé des occasions plus vastes à l'atelier récent des innovateurs organisé par le ROC. À cet événement, les groupements ITI en conjonction avec les Services technologiques d'infrastructure ont collaboré avec des partenaires opérationnels des ministères pour concevoir des idées de solutions cognitives que l'on peut chercher afin de régler les problèmes opérationnels réels de la FPO.</p> <p>Au moyen d'un ensemble de validations de principe (VdP), le ROC travaillera avec un ministère client pour étudier comment cette nouvelle technologie peut améliorer les renseignements d'entreprise traditionnels avec la capacité de traiter de grands volumes de données structurées et non structurées et d'utiliser la requête en langage naturel pour appuyer les analyses.</p>	<p>Ron Huxter Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les organismes centraux 416-327-1476 <a href="mailto:Ron.Huxter@ontario.ca">Ron.Huxter@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Modernisation du revenu (MRNF)</b></p> <p>Le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) perçoit les recettes de divers secteurs, y compris des forêts (&gt; 100 millions de dollars par an provenant de près de 40 clients) et de la location des terres de la Couronne (&gt; 8 millions de dollars par an provenant de près de 8 500 clients). Les secteurs d'activités du Ministère sont chargés de la gestion de ce revenu et de la tenue des dossiers sur les fonds obtenus et utilisés.</p> <p>Le MRNF collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) pour favoriser une approche uniforme à la gestion des revenus à l'échelle du Ministère à l'aide du Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) normalisé de la fonction publique de l'Ontario (FPO). Une solution numérique de gestion des clients de première ligne automatisera les processus opérationnels avec les circuits de travail.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancement réussi de l'occupation des terres de la Couronne; projet des Forêts en cours</li> <li>• Traitement rapide des factures permettant au personnel du Ministère de se concentrer sur les activités de base</li> </ul>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion efficace et uniforme des revenus avec un risque réduit d'erreur</li> <li>• Composantes technologiques réutilisables pour intégrer les nouvelles sources de revenus</li> <li>• Renseignements d'entreprise et analyses à temps réel pour la prise de décisions</li> <li>• Conformité améliorée avec la Directive sur les finances de la FPO</li> </ul>	
	<p><b>Système de réservation et d'enregistrement de parcs (MRNF)</b></p> <p>Le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) gère Parcs Ontario au moyen de la protection, de la conservation, de la formation et de l'offre d'occasions de loisirs, y compris le camping, la randonnée pédestre, le canotage, la nage, le ski, la raquette et l'observation de la nature (329 parcs provinciaux, plus de 7,8 millions d'hectares, 10 millions de visiteurs, 1,3 million de campeurs à 19 000 de campements. 80 % des réservations sont maintenant en ligne).</p> <p>Le MRNF collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) pour remplacer le système existant avec un service numérique et des outils modernes en ligne pour le renseignement d'entreprise et la gestion des revenus du Ministère. L'étape actuelle comprend l'élaboration d'analyses de rentabilité et des approbations d'options pour une future solution numérique.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la continuité des services de Parcs Ontario.</li> <li>• Mettre à jour et moderniser les processus de réservation et d'enregistrement afin de répondre aux attentes actuelles liées au niveau de service, améliorer l'expérience client et rationaliser les processus opérationnels.</li> <li>• Mise à jour de la technologie en vue de répondre aux besoins et aux possibilités futures dans le marché de réservation et d'enregistrement des parcs.</li> </ul>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Registre environnemental et Outil de consultation publique (MEACC)</b></p> <p>Les ministères de la fonction publique de l'Ontario (FPO) affichent des avis publics pour toute proposition, décision ou question liée aux répercussions environnementales possibles. Le Registre environnemental du ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC) permet d'afficher ces avis en ligne et fournit aux Ontariens un moyen de participer aux décisions. Les ministères doivent tenir compte des commentaires sur ces affichages à la mise en œuvre des décisions (17 ministères avec une moyenne de 3 000 publications environnementales annuelles).</p> <p>Le MEACC collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) pour remplacer le système périmé existant par une plate-forme de mobilisation du public moderne, interactive et conviviale. Cela signifiera une mobilisation améliorée</p>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>



	<p>du public pour la prise de décisions environnementales éclairées dans l'ensemble de la FPO.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élargissement de la portée et de la sensibilisation du public</li> <li>• Amélioration des options et des alertes de surveillance pour le public</li> <li>• Automatisation pour un risque réduit et pour la charge de travail administrative des ministères</li> <li>• Meilleurs rapports et renseignements organisationnels</li> <li>• Accès et transparence accrus des renseignements</li> </ul>	
	<p><b>Projet de restructuration de la conformité et de la technologie des systèmes d'information (PRCTSI)</b></p> <p>Le ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC) protège notre environnement naturel et les collectivités saines au moyen de programmes réglementaires, de la surveillance de la conformité et de l'application de la loi, au besoin. Le Ministère s'assure également que ceux qui ne sont pas conformes prennent les mesures nécessaires rapidement et efficacement (moyenne de 8 500 inspections de conformité par an).</p> <p>Le MEACC collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) pour mettre en œuvre une solution moderne de conformité et d'application de la loi commune à tous les secteurs d'activité à l'échelle du Ministère. La solution sera intégrée avec la Plateforme d'autorisations d'entreprise (PAP) et les profils réglementaires d'entreprise pour les entreprises.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès en ligne rapide et facile, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 aux renseignements et aux services, à l'aide de tout appareil (mobile)</li> <li>• Profil d'entreprise unique pour les entreprises dans tous les programmes du MEACC (approbations/autorisations)</li> <li>• Efficacité et économies au moyen de la modernisation des processus opérationnels et de la réduction du dédoublement d'efforts</li> <li>• Rationalisation de la mise en œuvre des nouveaux secteurs d'activités au moyen d'une solution commune en nuage</li> <li>• Renseignements exhaustifs et renseignements d'entreprise appuyant les services de conformité et d'applications fondées sur des données probantes</li> <li>• Renseignements uniformes de grande qualité à l'échelle du Ministère avec une réduction d'erreurs des processus manuels et des anciens systèmes</li> </ul>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>



	<p><b>Renouvellement du système automatisé d'octroi de licences – faune aquatique et terrestre (MRNF)</b></p> <p>Le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF) émet des licences for de pêche et de chasse récréatives en Ontario (moyenne de 1,3 million de pêcheurs, moyenne de 400 000 de chasseurs hunters et 2,5 millions opérations annuelles pour le revenu annuel de 60 millions de dollars) au moyen de Service Ontario, d'Internet, de la Réponse vocale interactive (RVI) et des moyens d'émetteurs externes (entreprises de chasse et de pêche de l'Ontario).</p> <p>Le MRNF collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) et un fournisseur tiers pour remplacer le système existant avec un système moderne de commerce électronique en ligne à l'aide de la livraison agile et de la conception axée sur l'utilisateur.</p> <p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès public rapide et facile 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 en ligne pour les licences de chasse et de pêche.</li> <li>• Amélioration du service à la clientèle y compris la réalisation électronique des licences</li> <li>• Amélioration de la gestion administrative y compris la configuration et la souplesse des produits et leur adaptabilité aux changements réglementaires futurs</li> <li>• Réduction de l'effort et du coût par transaction</li> </ul>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Modernisation de la <i>Loi sur les mines</i> (MDNM)</b></p> <p>Le ministère du Développement du Nord et des Mines (MDNM) réglemente la prospection, l'exploration minière, et l'exploitation et la réhabilitation des mines. (Industrie de 11 milliards de dollars en Ontario. 275 000 de concessions minières, 40 sites miniers et 300 explorations sur 70 millions d'hectares des terres de la Couronne disponibles pour le jalonnement).</p> <p>Le MDNM collabore avec le Groupement ITI pour les terres et les ressources (GTR) pour mettre en œuvre un nouveau système de gestion de l'utilisation des terres minières en ligne appuyant les changements à la Loi sur les mines de l'Ontario et permettant l'acquisition électronique de concessions minières. Il fournira un accès mondial 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 pour acquérir par voie numérique le régime foncier pour l'exploitation minière, d'autres services de prospection et le paiement en ligne. Il intègre également les données des Systèmes d'information géographique (SIG) de la FPO provenant d'Information sur les terres de l'Ontario pour fournir des renseignements sur les concessions minières et les activités d'exploration sur une carte (5,2 M cellules de données spatiales).</p>	<p>John DiMarco Dirigeant principal de l'information Groupement ITI pour les terres et les ressources 416-326-6954 <a href="mailto:John.DiMarco@ontario.ca">John.DiMarco@ontario.ca</a></p>

	<p>Résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès rapide et facile de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 aux données et aux services d'exploration minière avec un accès en ligne pour mettre à jour des renseignements</li> <li>• Réduction du temps pour l'acquisition de concessions minières (de quelques semaines à quelques minutes)</li> <li>• Renseignements publics sur les concessions minières et les activités disponibles sur une carte (données spatiales intégrées)</li> <li>• Amélioration de la base de données centralisée, avec une exactitude accrue des données spatiales</li> </ul>	
	<p><b>Ententes sur les niveaux de services</b></p> <p>Pour s'assurer que les ministères du gouvernement de l'Ontario reçoivent des services d'ITI de haute qualité, une norme de gestion des niveaux de service avec le modèle et les directives correspondants de gestion des niveaux de service a été introduite à la fonction publique de l'Ontario (FPO).</p> <p>Des accords sur les niveaux de service (ANS) sont actuellement conclus pour toutes les applications essentielles de la FPO et seront en place d'ici décembre 2017. Le plan consiste à mettre en place des accords pour les applications restantes d'ici mars 2019.</p>	<p>Fred Pitt, dirigeant principal de l'information, Gestion des services organisationnels 416-212-1624 <a href="mailto:Fred.Pitt@ontario.ca">Fred.Pitt@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Restructuration du Bureau de service et du Bureau de commande</b></p> <p>Pendant plus de 10 ans, le service de « panier » du Bureau de commande de services en ligne (BCSL) de la fonction publique de l'Ontario (FPO) a été un moyen efficace pour les employés de la FPO d'acquérir des produits et services d'infrastructure et de TI organisationnelle. Le BCSL est un service numérique interne de la FPO utilisé par plus de 60 000 utilisateurs. La planification est en cours pour actualiser le BCSL.</p> <p>La FPO a collaboré avec le département de la recherche et de l'innovation de l'Ontario College of Art and Design pour élaborer et mettre en œuvre une approche de conception axée sur l'utilisateur pour l'actualisation du BCSL. Il s'agit d'une occasion pour élaborer une solution plus flexible qui s'harmonisera avec les nouvelles tendances technologiques et l'engagement du gouvernement de moderniser l'ITI et de transformer la prestation des services à l'interne et à l'externe à l'organisation.</p>	<p>Fred Pitt, dirigeant principal de l'information, Gestion des services organisationnels 416-212-1624 <a href="mailto:Fred.Pitt@ontario.ca">Fred.Pitt@ontario.ca</a></p>

	<p><b>Informatique cognitive</b></p> <p>La Gestion des services organisationnels étudie actuellement des possibilités pour intégrer l'informatique cognitive dans ses activités avec deux validations de concept en cours.</p> <p>Le Bureau de service de la TI de la fonction publique de l'Ontario (FPO) reçoit <b>près de 30 000 appels de soutien à l'impression par an</b>; représentant un des cinq premiers appels les plus fréquents. La résolution est complexe avec beaucoup de contrats de fournisseurs et de modèles d'imprimante en place.</p> <p>Un projet pilote a été lancé en juin 2017 pour mettre en œuvre une solution d'aide aux agents à l'aide des technologies cognitives. Avec l'utilisation d'articles de connaissances, l'objectif est de fournir des réponses uniformes et exactes aux appels de service. Les résultats du projet pilote sont évalués et des plans sont en cours pour envisager d'autres services pour des occasions pilotes.</p> <p>Le processus actuel d'examen et d'analyse de la <b>Gestion des problèmes et des incidents de TI</b> est limité en raison des données volumineuses et encombrantes comme des journaux de serveur, des événements, des alertes et des données non structurées. Le processus d'examen est long et difficile pour déterminer des tendances de cause principale et des mesures proactives pour éviter des incidents.</p> <p>La planification est en cours pour élaborer une application cognitive pour la gestion proactive de problèmes pour appuyer la capacité de la FPO à déterminer des tendances dans les problèmes et les incidents. L'objectif est de réduire les interruptions de service en trouvant des problèmes avant qu'ils touchent les utilisateurs. Un examen de validation de principe est en cours de préparation pour mener un projet pilote.</p>	<p>Fred Pitt, dirigeant principal de l'information, Gestion des services organisationnels 416-212-1624 <a href="mailto:Fred.Pitt@ontario.ca">Fred.Pitt@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Portail des conventions collectives</b></p> <p>En juin, l'équipe du Portail des conventions collectives (un partenariat entre le Groupement ITI pour le travail et les transports (GTT) et le ministère du Travail) a été félicitée au moyen d'un prix Amethyst pour la création d'une fenêtre gratuite d'accès de libre-service, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, à plus de 400 000 conventions collectives des secteurs public et privé de l'Ontario pour appuyer la recherche et les négociations. Ce portail de pointe règle un problème de conformité pour le ministère du Travail et établit l'Ontario comme un chef de file international dans les solutions novatrices pour l'hébergement et l'extraction de renseignements sur les négociations collectives de même qu'il renforce notre engagement aux partenariats, tout en améliorant nos services numériques et en priorisant les utilisateurs. Depuis son</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information, Groupement ITI pour le travail et les transports 905-704-2167 <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>

	lancement public en avril 2016, on a accédé au portail plus de 60 000 fois à partir de plus de 91 pays.	
	<p><b>Modernisation de la sécurité des usagers de la route</b></p> <p>Le Projet de modernisation des activités de sécurité des usagers de la route (PMASUR) du ministère des Transports de l'Ontario conçoit à nouveau les systèmes de délivrance de permis et d'immatriculation de l'Ontario pour répondre aux demandes croissantes de services plus rapides, plus efficaces et accessibles. En tant que l'initiative de modernisation la plus importante dans la FPO, le projet transforme les systèmes technologiques à risque élevé de la Division de la sécurité des usagers de la route (DSUR) en solutions ITI de pointe pour s'assurer que le gouvernement de l'Ontario et ses partenaires opérationnels resteront des chefs de file internationaux en sécurité routière pour les années à venir. L'Ontario est une des premières administrations en Amérique du Nord à avoir une vraie solution intégrée d'enregistrement de transporteur et de surveillance du rendement établie sur un modèle de « un client un dossier ». La modernisation dans la première partie comprenait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transporteurs en ligne</li> <li>• Centre d'inspection des véhicules automobiles</li> <li>• Plan d'immatriculation international (IRP) / permis pour véhicule ou charge de dimensions/poids exceptionnels</li> <li>• Gestion des stocks</li> <li>• Audit des installations</li> </ul>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information, Groupement ITI pour le travail et les transports 905-704-2167 <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Nuage public Azure</b></p> <p>En mars 2017, les services infonuagiques publics Azure sont mis à la disposition des clients au moyen du partenariat entre le GTT et les STI. Le nuage public Azure est un environnement d'hébergement sur demande, très accessible et évolutif qui offre la souplesse de répondre rapidement aux charges de travail complexes.</p> <p>Azure offre de nouvelles approches de DevOps qui permettent le développement rapide d'applications, des cycles de rétroaction rapide, et des déploiements rapides pour répondre aux besoins et aux demandes des clients. Ils offrent également de nouvelles possibilités pour le mobile, les données volumineuses, et les analyses prévisionnelles pour aider les clients à régler des problèmes opérationnels difficiles.</p>	<p>Wynnann Rose Dirigeante principale de l'information, Groupement ITI pour le travail et les transports 905-704-2167 <a href="mailto:Wynnann.Rose@ontario.ca">Wynnann.Rose@ontario.ca</a></p>

	<p>Nous examinons également des possibilités au moyen d'un travail de validation de concept, pour tirer profit des nombreuses fonctions d'Azure. Nous migrons actuellement 175 applications vers le nuage public Azure et effectuons un nouveau développement dans le nuage depuis le début de 2017.</p>	
	<p><b>Priorité aux patients : Plan d'action en matière de soins de santé</b></p> <p>Un plan a été établi pour transformer le système de santé en un système plus intégré et axé sur les patients. Un aspect fondamental de cet effort consiste à investir dans la santé numérique. La santé numérique est une question d'information : il s'agit de mettre l'information sur la santé des patients à la disposition des patients et des fournisseurs de soins de santé quand et où ils en ont besoin.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Premièrement, nous voulons faciliter l'accès des patients à l'information et aux services de santé. Conformément à nos efforts visant à faire de l'Ontario le gouvernement le plus moderne et le plus numérique au Canada, nous voulons que les patients et leurs familles soient en mesure de participer davantage à leur propre santé en ayant accès aux renseignements sur leur santé personnelle et à des services de soins de santé, en commençant par les visites de routine chez le fournisseur de soins primaires dans le but de mieux gérer les maladies chroniques, et ce, par des méthodes nouvelles et plus pratiques. En cours de route, nous demanderons les conseils et les commentaires du Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée pour nous assurer que la vie privée des patients est protégée au fur et à mesure de l'évolution de la santé numérique.</li> <li>• Deuxièmement, nous voulons recourir à la santé numérique dans le but d'accroître la qualité, l'efficacité et la responsabilisation au sein du système de santé. Les fournisseurs bénéficieraient de l'appui dont ils ont besoin pour offrir des soins de qualité supérieure aux patients, alors que le système de santé disposerait des outils nécessaires pour assurer sa durabilité pour les générations futures en plus d'être redevables aux contribuables actuels.</li> <li>• Troisièmement, nous désirons en faire plus afin de stimuler l'innovation et la croissance dans l'économie de la santé numérique. Nous voulons assister à la croissance de l'Ontario en tant que chef de file technologique en santé numérique dans un bouillant marché d'innovateurs et d'entreprises de pointe offrant des solutions de niveau mondial aux patients. La croissance dans le domaine de la santé numérique profiterait à l'économie en général. Tout en protégeant la vie privée des patients et les intérêts de la population en général, nous aiderions les innovateurs à accéder aux données et à la technologie dont ils ont besoin afin de créer des solutions numériques nouvelles qui répondent aux critères de réussite. En ayant recours à des stratégies capables d'assurer la propagation et l'escalade des innovations prometteuses, nous pouvons</li> </ul>	<p>Karen McKibbin, cadre de direction, Groupement ITI pour les services de santé 416-326-7169 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>

	profiter d'approches transformatrices en matière de santé numérique tout en réduisant les risques pour les contribuables et en ouvrant des possibilités de mieux informer les patients.	
	<p><b>Régime d'assurance-maladie de l'Ontario plus (RAMO+) :</b>  <b>Assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes (MSSLD)</b></p> <p>Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée (MSSLD) est chargé des programmes publics de médicaments de l'Ontario et est orienté dans cette tâche par deux principes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• offrir aux résidents de l'Ontario un meilleur accès aux meilleurs traitements médicamenteux reconnus d'aujourd'hui, et</li> <li>• obtenir de meilleurs prix pour nos médicaments afin de pouvoir réinvestir l'argent économisé dans le système.</li> </ul> <p>Actuellement, les Ontariens sont admissibles au Programme de médicaments de l'Ontario (PMO) lorsqu'ils ont 65 ans. Certains Ontariens sont admissibles avant d'atteindre cet âge puisqu'ils vivent dans un établissement de soins de longue durée ou un établissement de soins spéciaux, ou sont inscrits à d'autres programmes comme les Soins à domicile, Ontario au travail, Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, ou le Programme de médicaments Trillium.</p> <p>À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, toute personne ayant 24 ans ou moins sera en mesure d'obtenir gratuitement des médicaments sur ordonnance en vertu du nouveau RAMO+ : Assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes. La couverture sera automatique, sans aucun coût initial. Tous les bébés, les enfants et les jeunes âgés de 24 et moins qui ont une couverture du RAMO seront automatiquement couverts par le RAMO+. Le nouveau programme couvrira complètement le coût de plus de 4 400 produits pharmaceutiques qui sont actuellement disponibles au moyen du PMO. Aucun coût ne sera imputé aux bénéficiaires (ils ne devront rien payer de sa poche) et il n'y aura aucune franchise ni quote-part.</p> <p>La solution informatique pour le RAMO+ : Assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes exploitera la conception et la souplesse intégrées du Système du réseau de santé (SRS) actuel disponible 24 heures sur 2, 7 jours sur 7 qui appuie le PMO en reliant plus de 4 100 pharmacies dans toute la province pour les demandes de remboursement en ligne et la facturation en temps réel pour les produits pharmaceutiques financés par la Province.</p>	<p>Karen McKibbin, cadre de direction, Groupement ITI pour les services de santé  416-326-7169  <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>

	<p><b>Échange d'information numérique sous autorisation spéciale (MSSLD)</b></p> <p>La Division des programmes de médicaments de l'Ontario (DPMO) du ministère de la Santé et des Soins de longue durée supervise divers programmes de médicaments de l'Ontario (PMO) conçus pour assurer des thérapies médicamenteuses sécuritaires, efficaces, rapides, rentables et durables pour les Ontariens admissibles.</p> <p>Lorsque la recherche indique qu'un médicament peut être efficace dans des circonstances cliniques particulières ou lorsque les coûts sont particulièrement élevés ou plus élevés que le coût des solutions de rechange indiquées dans le Formulaire de médicaments de l'Ontario ou l'Index comparatif des médicaments (Formulaire), le médicament peut être couvert sous le Programme d'accès exceptionnel (PAE). Pour qu'un tel médicament soit financé, le médecin prescripteur du patient doit présenter une demande en fournissant des renseignements au sujet des circonstances cliniques du patient nécessitant le médicament. Le programme reçoit actuellement de 300 à 500 demandes par jour (75 000 par an), dont la plupart par télécopieur; toutefois ce chiffre doit augmenter, avec l'introduction du nouveau RAMO+ : Assurance-médicaments pour les enfants et les jeunes en date du 1<sup>er</sup> janvier 2018.</p> <p>Le projet d'Échange d'information numérique sous autorisation spéciale ([EINAS]) offrira un nouveau service en ligne où les médecins prescripteurs et leurs représentants autorisés peuvent rechercher, créer et gérer des demandes de PAE. Pour beaucoup de médicaments et d'indications, l'EINAS fournira une évaluation des demandes en temps réel. Pour les demandes qu'il est impossible d'évaluer automatiquement, l'EINAS fournira une automatisation et des outils administratifs améliorés pour améliorer les délais de traitement.</p>	<p>Karen McKibbin, cadre de direction, Groupement ITI pour les services de santé 416-326-7169 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Visualisation avancée de données</b></p> <p>Le ministère de la Santé et des Soins de longue durée (MSSLD) recueille d'importants volumes de données pour prendre des décisions éclairées sur la prestation de soins de santé de haute qualité aux patients dans toute la province. Les analystes de la santé doivent souvent effectuer une exploration de données pour trouver des tendances d'utilisation des services de santé et, au moyen de l'utilisation des outils analytiques, interpréter leur signification. Le projet de <b>Visualisation avancée des données (VAD)</b> fournira aux utilisateurs un outil Web pour traiter les données et interagir directement avec elles pour mieux répondre à leurs besoins en information et permettre la détermination de domaines dans la prestation des services de santé qui nécessite une attention particulière ou des améliorations de façon visuellement pertinente. Il permettra aux analystes de visionner d'importants volumes de données rapidement et de présenter leurs conclusions analytiques dans un format graphique. Une fois mise en œuvre, l'application de la VAD appuiera beaucoup d'initiatives</p>	<p>Karen McKibbin, cadre de direction, Groupement ITI pour les services de santé 416-326-7169 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>



	<p>gouvernementales, comme le Plan d'action en matière de soins de santé et les ententes de responsabilité du réseau local d'intégration des services de santé du Ministère, en remplaçant l'établissement de rapports statiques avec les visualisations interactives de mesure et de rapports de l'indicateur de la santé.</p> <p><b>Faits saillants de la VAD</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'application de la VAD compte sur une architecture de mémoire interne qui permet des analyses à rendement élevé de données sur la santé offrant des connaissances plus approfondies et des délais de réponse plus rapides aux nouvelles tendances comme l'utilisation de l'opioïde et les taux d'occupation des lits dans tous les hôpitaux qui peuvent nécessiter une attention accrue;</li> <li>• Elle fournit une interface libre-service conviviale pour répondre rapidement aux demandes urgentes de renseignements en créant des visualisations interactives de haute qualité et en les affichant dans un portail Web aux fins de visualisation;</li> <li>• Elle prend en charge la visualisation géospatiale et améliore la présentation des résultats analytiques en fusionnant et en recouvrant des données géographiques sur une carte pour obtenir des connaissances de niveau granulaire pour les tendances d'utilisation des soins de santé dans les populations cibles.</li> </ul> <p>Un espace de travail de VAD entièrement fonctionnel a été livré à un petit groupe de scientifiques en données sur la santé dans un environnement de bac à sable, et des travaux sont en cours pour élaborer un outil Web pour le personnel du MSSLD qui offre des visualisations interactives indicateurs de santé calculés au préalable par sujet ou secteur clé.</p>	
	<p><b>Répertoire numérique des médicaments</b></p> <p>Le Répertoire numérique des médicaments (RNM) est le premier élément fondamental de la Stratégie des profils pharmaceutiques complets du Ministère. Le ministère a élaboré le Répertoire numérique des médicaments pour permettre aux médecins, aux pharmaciens (au moyen de diverses applications de point de service et visualiseurs), et autres fournisseurs de soins de santé d'accéder aux historiques de médicaments délivrés sous ordonnance et des services pharmaceutiques au point d'intervention.</p> <p>Le RNM a été établi afin de tirer profit des banques de données sur les médicaments du ministère dans le Système du réseau de santé (SRS), facilitant et élargissant l'accès des fournisseurs de soins de santé aux dossiers pharmaceutiques au moyen des visualiseurs cliniques régionaux. Le RNM contient des événements historiques sur les médicaments du système de règlement des demandes de médicaments de</p>	<p>Karen McKibbin, cadre de direction, Groupement ITI pour les services de santé 416-326-7169 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>

	<p>l'Ontario (DMO) et des données administrées dans le Système de surveillance des stupéfiants et des substances contrôlées (SSSSC).</p> <p>Le RNM offre un entrepôt de données solide et durable et des services Web de Health Level Seven – Fast Healthcare Interoperability Resources (HL7-FHIR) fondés sur les normes pour tous les médicaments et les services pharmaceutiques financés par la Province, de même que les médicaments contrôlés, offrant un élément essentiel des dossiers de santé électroniques pour tous les Ontariens.</p> <p>En l'automne de 2016, le RNM a été lancé à partir d'un lancement par étapes qui comprenait trois sites d'utilisateurs précoces accédant aux données au moyen du visualiseur ClinicalConnect au Sud-Ouest de l'Ontario : l'Hôpital général de Guelph, l'équipe de santé familiale de Guelph et la clinique de santé communautaire de Guelph.</p> <p>En date du juillet 2017, on a fourni aux fournisseurs de soins de santé à 183 sites au total un accès au RNM au moyen de deux visualiseurs régionaux de l'Ontario. On continue le déploiement du RNM à d'autres utilisateurs; la gestion du changement continu et l'adoption seront orientées par les processus intégrés liés aux visualiseurs cliniques.</p> <p>Aujourd'hui, près de 1,4 milliard de dossiers historiques du Programme de médicaments de l'Ontario (représentant près de sept ans de données) et tous les dossiers historiques du SSSSC ont été chargés dans le RNM. Chaque mois, près de 17 millions de nouveaux dossiers pharmaceutiques sont ajoutés dans le RNM; le taux de croissance mensuelle des données est de 1,5 % en moyenne.</p>	
	<p><b>ICON – carte jaune numérique et établissement de rapports sur la vaccination</b></p> <p>À l'aide des cartes d'immunisation jaunes numériques, les Ontariens peuvent maintenant récupérer une version électronique de leur propre « carte jaune » ou de celle de leurs enfants qui renferme leur historique à jour et complet en matière d'immunisation. Ils peuvent également déterminer rapidement et de manière pratique le genre d'immunisation dont ils auront besoin au cours des prochains mois et inscrire les types d'immunisation nouveaux ou manquants en ligne aux fins de validation des aux unités de santé publique.</p> <p>Le projet pilote a été lancé en octobre 2016. Les résultats du projet pilote ont éclairé les améliorations à la fonctionnalité, à l'expérience utilisateur et à la gestion de l'identité et de l'accès. Le public a accédé à la carte jaune numérique plus de 17 500 fois depuis le début du projet pilote. Le service est maintenant fourni à plus de 50 % de la population des parents et des étudiants avec des plans pour élargir la fonction de gestion de l'identité et de l'accès en vue de tirer profit du numéro de carte de santé et des justificatifs bancaires.</p>	<p>Karen McKibbin, cadre de direction, Groupement ITI pour les services de santé 416-326-7169 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>

	<p><b>Moderniser la garde d'enfants</b></p> <p>La vision à long terme du gouvernement de l'Ontario est de mettre sur pied un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui soit coordonné, accessible et de qualité à l'intention des enfants d'âge préscolaire et des enfants d'âge scolaire. Les aspects importants de cette vision sont les questions de santé, de sécurité et de qualité dans les services de garde d'enfants titulaires d'un permis et également dans le secteur des services informels de garde d'enfants.</p> <p>Le Système de gestion des permis des services de garde (SGPSG), une solution d'Information et de technologie de l'information (ITI), a été conçu et livré avec succès afin d'appuyer la réduction au minimum du traitement manuel et fournir un mécanisme électronique en ligne et en temps réel pour la consignation de plaintes au sujet des programmes titulaires de permis. Cette solution permet au personnel du Ministère de consigner et gérer les plaintes du public de façon cohérente et centralisée tout en assurant l'exactitude des données. De plus, une base de données provinciale permet de répondre en temps opportun aux plaintes et facilite l'analyse des données pour cerner les tendances et produire des rapports au niveau provincial.</p> <p>En mars 2017, un communiqué de presse a bien été diffusé pour appuyer la mise en œuvre des changements de politiques liés aux règles et aux exigences d'âge pour les enfants, en vertu de la <i>Loi de 2014 sur la garde d'enfants et la petite enfance</i>. En plus de la mise en œuvre des nouvelles annexes d'âge, une fonctionnalité d'enquête intégrée a été lancée pour recueillir des renseignements supplémentaires des garderies, chaque année. De nombreuses autres fonctionnalités et améliorations ont également été introduites pour rendre le système plus solide et convivial.</p> <p>La Solution d'analyse de la garde en milieu familial (SAGMF) est une solution opérationnelle de renseignements d'entreprise et d'établissement de rapports conçue pour intégrer les données provenant des nombreuses solutions opérationnelles en matière d'ITI pour soutenir une prise de décisions fondée sur des données probantes. La SAGMF fournit une solution Web flexible qui envoie des rapports normalisés deux fois par mois au personnel du Ministère pour aider le personnel régional à gérer sa charge de travail. La SAGMF contient 19 rapports normalisés, de même qu'une fonctionnalité d'établissement de rapports ponctuels qui permet au personnel du Ministère de suivre les informations sur les licences de garde en milieu familial et de cerner les tendances et les enjeux dans différentes périodes historiques dans de nombreux emplacements géographiques.</p> <p>Au cours des six derniers mois, il y a eu de nombreuses améliorations apportées à la SAGMF en raison des changements au SGPSG, de même que de nouvelles demandes provenant des organisations de la petite enfance. Certaines principales</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
--	--	---

	<p>améliorations apportées étaient l'inclusion de nouvelles données d'enquête sous licence, de nouvelles données de liste de vérification, des mesures supplémentaires de qualité des données, et de nouveaux rapports ponctuels et normalisés. L'équipe a également travaillé à migrer un processus intensif manuel auparavant pour créer des faits annuels sur la garde d'enfants et des profils municipaux dans la SAGMF, offrant un processus plus souple et normalisé pour les besoins futurs d'établissement de rapports.</p> <p>Une nouvelle collection (Expériences sur la petite enfance) sera ajoutée au Système d'information scolaire de l'Ontario pour recueillir des renseignements exhaustifs et rétrospectifs au sujet de la participation d'un enfant dans les programmes de la petite enfance. Les données seraient demandées au moment de l'inscription de l'enfant à la garderie et permettraient de mieux comprendre comment les familles accèdent aux programmes, et comment les programmes sont liés à la santé et au bien-être, et d'améliorer l'élaboration des politiques et la prestation des programmes.</p>	
	<p><b>Foyers de soins de longue durée – Réduction des taux</b></p> <p>Le Groupement ITI des services à la collectivité a travaillé en partenariat étroit avec la Division des foyers de soins de longue durée, ministère de la Santé et des Soins de longue durée (MSSLD), et le Groupement ITI pour les services de santé afin de moderniser le secteur d'activité Foyers de soins de longue durée – Réduction des taux.</p> <p>Les résidents des foyers de soins de longue durée (SLD) doivent contribuer au coût de leur logement (de base ou préféré) au moyen d'une quote-part. Pour s'assurer que le revenu ne constitue pas d'obstacle à l'accès, les résidents qui ne disposent pas d'un revenu suffisant pour payer le taux de quote-part pourraient être admissibles à une réduction du montant de leur quote-part. On appelle cela la « réduction des taux » et elle est disponible uniquement aux résidents d'un logement de base. Les foyers de SLD soumettent des demandes de réduction des taux au Ministère pour le compte des résidents. On estime que le ministère reçoit environ 33 000 demandes par année. Les foyers de SLD administrent le programme de réduction des taux à l'aide d'applications de technologie de l'information disparates mises à la disposition par le Ministère.</p> <p>Dans le cadre de l'analyse des options visant à moderniser cette activité, il a été établi que la mise à profit de la plate-forme d'une solution opérationnelle existante au Groupement des services à la collectivité (GSC) fournirait des efficacités de temps et de coûts. Le nouveau système a été lancé en juin 2016 et jusqu'à présent, plus de 500 foyers de soins à longue durée sont inscrits et plus de 13 000 demandes de réduction des taux utilisent le nouveau système.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>L'évitement des coûts estimé de 1,4 million de dollars appuiera les économies visées par le gouvernement de l'Ontario sous la catégorie « Rationaliser l'empreinte des applications » d'une initiative de transformation à l'échelle organisationnelle. De plus, l'initiative a démontré la vision et la maturité du Groupement des services à la collectivité selon une nouvelle façon de faire des affaires, de réutiliser et d'optimiser les investissements existants et de modéliser les relations de travail horizontales.</p> <p>Au cours des six à 12 derniers mois, plusieurs nouvelles fonctions et améliorations ont été ajoutées à l'<b>application améliorée du système d'information pour la réduction des taux</b>, pour permettre l'établissement de rapports de libre-service, de même que l'impression en lot pour les utilisateurs qui permettront des économies dans les processus opérationnels et élimineront la nécessité du Ministère d'imprimer plus de 60 000 formulaires.</p>	
	<p><b>Modernisation du système du Programme ontarien des candidats à l'immigration (POCI)</b></p> <p>Le projet visant à moderniser le système du POCI donnera lieu à une plate-forme numérique pour appuyer la prestation des services simplifiés aux clients du monde entier qui sont des immigrants éventuels de l'Ontario. Cette modernisation augmentera également la souplesse du programme relativement au traitement des besoins en évolution de façon dynamique.</p> <p>Le système modernisé du POCI a été lancé en août 2016 et fournit un traitement de bout en bout des applications du POCI pour le volet entrepreneurial :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Outils en ligne de présentation et d'auto-évaluation de la déclaration d'intérêt</li> <li>• Arrivage des applications en ligne; vérification, évaluation, décisions et fermeture</li> <li>• Génération de correspondance (lettres d'accusé de réception, certificats)</li> <li>• Rapports opérationnels et de gestion</li> <li>• Capacité de balayer, de lire et d'interpréter, de valider et de traiter des formulaires dûment remplis de manière rapide</li> <li>• Délai d'exécution rapide pour l'ajout de nouveaux volets d'immigration du POCI</li> <li>• Paiement en ligne</li> <li>• Suivi des normes de service et capacité du tableau de bord</li> </ul> <p>En février 2017, des améliorations ont bien été mises en œuvre pour informatiser trois nouveaux volets de candidats et pour réduire les temps de traitement des cas. Le rendement de l'infrastructure a également été optimisé en prévision des volumes élevés de demandes.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p><b>Système de gestion des cas d'enquête</b></p> <p>Le Système de gestion des cas d'enquête a été élaboré pour aider à assurer le suivi et la surveillance de l'enquête sur les services de garde d'enfants dans le but de faciliter l'application de la loi sur la garde d'enfants, tel que prescrit dans la Loi sur la garde d'enfants et la petite enfance. À l'aide du cadre d'application et de modernisation des services de garde d'enfants déjà mis en place, et de la technologie de la plate-forme de gestion de cas (Siebel), le système a été conçu et lancé en novembre 2015 pour commencer la saisie des cas d'établissements de garde d'enfant non réglementés et faciliter les processus d'inspection et d'exécution. Le système consigne tout le cycle de vie des enquêtes de garde d'enfants, y compris les plaintes, les premières visites, les enquêtes, les mesures d'exécution, et les poursuites, et comprend une fonctionnalité d'analyse de données.</p> <p>Une application mobile a bien été livrée en mars 2017, accompagnée d'un nouvel environnement d'infrastructure pour appuyer le lancement. La solution mobile permettra aux enquêteurs d'utiliser un appareil mobile tout en menant les enquêtes et les inspections des garderies. Cela réduira les temps de traitement et permettra aux utilisateurs de se connecter au système principal de gestion de cas pour récupérer les détails des cas et utiliser des enregistrements de voix, des images et des vidéos pour appuyer les enquêtes.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Une solution intégrale de gestion du cycle de vie des fournisseurs de services</b></p> <p>La Division de l'emploi et de la formation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle travaille de pair avec le Groupement ITI des services à la collectivité en vue d'une solution intégrale de gestion du cycle de vie des fournisseurs de service (SP Connect). La solution comprend plusieurs fonctionnalités, par exemple la planification opérationnelle, la passation de marché sur l'accord sur les paiements de transfert avec l'élaboration, l'évaluation, la recommandation, les approbations, le modèle d'accord et la production d'un plan. La solution permet également la gestion des accords, surveille le rendement et les données financières de même que les suivis, et évalue le fournisseur de services et les accords de paiement de transfert.</p> <p>Cette solution fournira un cadre homogène pour la planification, la livraison et la surveillance des programmes et des services avec cohérence et efficience. La conception hautement configurable basée sur le modèle permettra aux secteurs de programme de concevoir, d'exécuter et d'évaluer les programmes et les services, en plus d'apporter des changements rapides, le cas échéant. La souplesse et la capacité de la conception du système permettront son exploitation dans le gouvernement de l'Ontario pour des exigences semblables.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	Le système a été livré avec succès en mars 2017.	
	<p><b>Collecte automatisée de données financières et de données sur la dotation auprès des municipalités de l'Ontario</b></p> <p>La suite de produits de planification Hyperion d'Oracle a été déployée pour automatiser et sécuriser le processus de collecte de données financières et de données sur la dotation de plus de 444 municipalités en Ontario. Autrefois, cette tâche (appelée les rapports d'information financière) était accomplie au moyen de feuilles de calcul et de courriels, ce qui donnait lieu à une méthode de collecte exigeante en main-d'œuvre, sujette aux erreurs et non sécurisée qui a été remplacée par une application de planification financière centralisée inspirée de l'approche de transmission électronique des déclarations de l'Agence du revenu du Canada. Un des principaux objectifs de ce nouveau système entièrement modernisé consiste à permettre l'utilisation interne plus efficace des données recueillies (traitement analytique en ligne) et de faciliter l'échange de données parmi tous les intervenants à l'aide des interfaces connues, par exemple Microsoft Excel. Cela a été mis en œuvre dans toutes les municipalités de l'Ontario et a été lancé en mars 2017.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Amélioration de la convivialité et de la disponibilité des données sur l'éducation</b></p> <p>Le ministère de l'Éducation de l'Ontario (MEO) a comme mandat de recueillir des renseignements sur les études auprès des écoles et des commissions scolaires partout en Ontario aux fins d'établissement de rapports, d'analyse et de prise de décisions fondées sur des données probantes.</p> <p>À titre d'évolution de l'entrepôt de données existantes, le Groupement ITI pour les services à la collectivité, avec leurs partenaires du MEO, a harmonisé la riche collecte d'information sur l'éducation avec les nombreux processus opérationnels que le Ministère utilise chaque jour. Par conséquent, la facilité d'emploi des renseignements s'est considérablement améliorée, de même que l'efficacité du stockage et de la récupération des données. De plus, il existe également une nouvelle capacité permettant d'établir des liens vers bon nombre d'autres ensembles de données internes et externes, offrant la possibilité d'une analyse de l'éducation plus exhaustive. Cette nouvelle approche dimensionnelle a mené à la création de l'Entrepôt de données sur l'éducation de l'Ontario, en tant que chef de file de l'industrie.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>



	<p>Avec un ensemble complet de données sur l'éducation maintenant disponible, l'objectif d'élaboration de l'Entrepôt de données sur l'éducation de l'Ontario a été sur la création d'entrepôts de données axés sur les opérations établis sur la réussite et l'obtention de diplôme des étudiants. Des travaux ont également été effectués pour rendre les renseignements du niveau de l'étudiant accessibles à plusieurs directions dans le Ministère afin que les données soient utilisées de façon uniforme.</p> <p>Pour compléter la source de données enrichie, le MEO et Groupement des services à la collectivité ont pris de l'avance dans l'espace libre-service des renseignements organisationnels avec la création du Centre d'information sur l'éducation (CIE).</p> <p>Le CIE est un portail de présentation de rapports et d'analyse à l'usage du ministère de l'Éducation et des représentants provenant de 72 commissions scolaires et de quatre autorités scolaires financés par l'État. Cela permet au CIE de partager des applications de présentation de rapports interactives avec les intervenants du ministère et des commissions scolaires en leur donnant un point de vue unique sur les tendances et les résultats en éducation au moyen d'une interface Web facile à utiliser.</p> <p>Des lancements récents comprenaient une interface de profil analytique sur l'éducation des Autochtones qui permettra aux utilisateurs d'examiner les tendances d'inscription et les résultats de réussite des étudiants pour les étudiants qui se sont identifiés comme autochtones. Un autre lancement récent comprenait une nouvelle application de profil de commission scolaire, qui offre une vue globale des statistiques d'éducation pour chaque commission scolaire.</p>	
	<p><b>Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario</b></p> <p>Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) est un programme phare du ministère de l'Enseignement supérieur et de la formation professionnelle. Le RAFEO est chargé d'administrer les régimes provinciaux et fédéraux d'aide financière aux étudiants pour les étudiants de l'Ontario qui effectuent des études postsecondaires.</p> <p>Le RAFEO offre aux étudiants admissibles de l'Ontario l'aide financière nécessaire pour payer les coûts liés aux études comme les frais de scolarité, les livres, les frais de subsistance et le transport. De plus, le RAFEO offre des options d'aide au remboursement lorsque les étudiants finissent leurs études. L'aide financière peut venir de diverses manières : subventions, bourses, bourses d'études, bourses de perfectionnement, réduction de dettes, l'exemption d'intérêts, programme de travail-étude, ou prêts.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>Comme annoncés dans le budget de 2016 de l'Ontario, des changements de politiques clés ont été apportés au RAFFO pour améliorer l'accès aux études postsecondaires. Le GSC continue à collaborer étroitement avec le Ministère, et les partenaires ministériels et externes pour aider l'ITI à mettre en œuvre ces modifications.</p> <p>De nombreuses réalisations à « gains rapides » comprenaient une collaboration étroite avec les partenaires du Ministère pour lancer avec succès une application Web réactive du RAFFO pour l'année scolaire de 2017-2018 en vue de faciliter l'arrivée des demandes d'étudiant. Le GSC a également collaboré avec le Centre de demande d'admission aux universités de l'Ontario et le Service d'admission des collèges de l'Ontario à l'appui de l'intégration du système pour permettre aux étudiants de présenter une demande de RAFFO au début de l'année scolaire.</p>	
	<p><b>Soumission en ligne des données financières réelles, des budgets et des prévisions financières des collèges de l'Ontario</b></p> <p>Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle a terminé l'élaboration et le déploiement du nouveau système, le Système de gestion de l'information financière du secteur collégial, qui recueille et consolide les données financières du secteur collégial. La nouvelle application non seulement prend en charge la collecte de données réelles pour le processus annuel de consolidation dans l'ensemble de la province, elle a des modules entièrement intégrés pour recueillir le budget et les prévisions en cours d'exercice. Une composante essentielle du nouveau système est la prise en charge de l'échange de données parmi les collèges et avec certains tiers. La rétroaction des collèges a été très positive jusqu'à présent en raison d'une énorme réduction des coûts internes et du temps grâce à l'automatisation étendue du processus de consolidation.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Santé mentale des enfants et des jeunes</b></p> <p>Le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse (MSEJ) et le Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (GEJSS) travaillent avec les principaux organismes pour améliorer les services de santé mentale pour les jeunes en Ontario en recueillant, en regroupant et en diffusant les données sur la SMEJ en vue d'améliorer la prestation et la conception des services, et en échangeant des sommaires d'indicateur de rendement. De plus, le GEJSS élabore et met en œuvre une solution de renseignement d'entreprise qui améliorera l'efficacité de la collecte et de l'analyse des données qui peuvent servir dans la planification des services et des systèmes.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux 416-326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

	<p><b>Réseau d'information pour la protection de l'enfance (RIPE)</b></p> <p>Le RIPE offre des fonctionnalités communes de gestion des cas, de gestion financière de gestion des documents et des enregistrements et d'établissement de rapports dans l'ensemble du secteur de la protection de l'enfance. Le RIPE fait partie de l'engagement continu de l'Ontario à appuyer les enfants et les jeunes recevant des services d'une organisation pour atteindre leur plein potentiel. Ce système d'information unique améliorera la protection de l'enfance au moyen de la capacité de suivre constamment les enfants et leurs résultats, de transférer rapidement des renseignements historiques essentiels de cas dans toutes les organisations, et de permettre un accès opportun aux autres renseignements essentiels.</p> <p>À ce jour, le RIPE a été déployé avec succès dans 15 organisations partout en Ontario.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus de 40 millions de dossiers ont été migrés avec succès des anciens systèmes vers le RIPE.</li> <li>• Cela représente environ 37,3 % de la charge de travail globale en matière de protection de l'enfance et 37,8 % du personnel du secteur qui utilise le RIPE.</li> <li>• Les préparations sont en cours pour le déploiement du RIPE dans l'ensemble des autres organismes d'ici l'exercice de 2019-2020.</li> </ul>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux 416-326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Bureau des obligations familiales (BOF) en ligne</b></p> <p>Le Bureau des obligations familiales du ministère des Services sociaux et communautaires a lancé un projet pilote en mai 2015 visant à fournir un portail Web destiné au public qui permet aux clients d'accéder aux renseignements sur leur dossier, leur exécution et leurs finances. Le BOF continue avec un déploiement contrôlé et ciblé du BOF en ligne aux payeurs et aux destinataires, et de nouveaux utilisateurs sont progressivement ajoutés.</p> <p>Fournir aux Ontariens une option de mode de prestation de service électronique est une composante essentielle des efforts du BOF de moderniser le programme et de fournir des services aux Ontariens de manière rapide, équitable et uniforme.</p> <p>Le portail répond à ces deux objectifs clés en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• acheminant les demandes de renseignements de routine hors des voies de desserte relativement coûteuses vers une voie de service plus économique et plus facilement accessible</li> <li>• se conformant à l'engagement du BOF de livrer un service axé sur le client aux Ontariens</li> <li>• La mise à niveau du BOF en ligne se poursuit afin de se conformer à l'accessibilité.</li> </ul>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux 416-326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'application a été mise à niveau afin de fournir des outils pour une expérience plus moderne et de meilleure qualité (HTML5).</li> </ul>	
	<p><b>Projet pilote d'intégration du système des Registre et Réseau des bons résultats dès la naissance et du Système d'information sur les services intégrés pour enfants (BORN-SISIE)</b></p> <p>Il fallait trouver une solution technique dans le [système de développement des enfants en santé (HCD-SISIE)] afin de recevoir des éléments de données du programme Bébés en santé, enfants en santé (BSES) à partir du système d'information des Registre et Réseau des bons résultats dès la naissance (BORN). Il y a environ 140 000 nouveau-nés par année dans la province qui peuvent tous être examinés et dont on peut offrir des services de soutien aux familles si des risques ont été déterminés. La solution a été élaborée par le Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (GEJSS) en partenariat avec l'équipe technique de BORN. Neuf unités de la santé publique (USP) ont piloté la solution, ce qui a été achevé avec succès. .</p> <p>Les statistiques du projet pilote ont prouvé des améliorations au service, la rapidité des renseignements, la saisie rapide de données et des relations de travail améliorées.</p> <p>En général, les sites participants ont signalé une expérience positive. La technologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o a permis d'assurer une transmission sécurisée des renseignements personnels sur la santé;</li> <li>o n'a pas eu une incidence négative sur le processus de sélection auprès les familles;</li> <li>o a entraîné une communication rapide des renseignements aux USP, fournissant ainsi des services pour les familles « indiquées à risque ». L'USP doit communiquer avec les familles « indiquées à risque » sur la sélection du programme BSES dans les 48 heures (2 jours) suivant la sélection du programme BSES. Pendant la période du projet pilote, en moyenne, on a communiqué avec des familles plus tôt, par rapport à la même période en 2015.</li> </ul> <p>La réussite du BORN-SISIE ouvre maintenant le chemin pour un déploiement provincial, qui est prévu.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux 416-326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

<p><b>2. Priorités :</b>          Décrivez brièvement ce que votre organisation considère comme <b>principales priorités ou initiatives en matière de TI/GI</b> au cours des <b>12 à 36 prochains mois</b>.</p>	<p><b>Élaboration de la Stratégie de cybersécurité</b></p> <p>Nous avons maintenant déterminé une stratégie de cybersécurité exhaustive de trois ans pour augmenter notre résilience numérique. D'ici 2020, nous mettrons en œuvre un programme exhaustif de gestion des risques liés à la cybersécurité de prévoir, de déterminer et de traiter les menaces à la sécurité de l'information, et pour permettre à la fonction publique de l'Ontario de fonctionner de façon sécuritaire et de répondre à ses engagements de prestation de services publics numériques.</p> <p>Afin de réaliser cet objectif, nous nous concentrons sur les activités de base suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettre en place une culture de sensibilisation accrue aux risques cybernétiques, améliorer la gestion des talents et augmenter les partenariats;</li> <li>• promouvoir la détermination uniforme des risques cybernétiques et attribuer les responsabilités appropriées pour leur traitement pendant la conception du système et les processus de gouvernance;</li> <li>• fournir des conseils et des rapports de haute qualité sur les risques cybernétiques pour orienter la prise de décision au sujet des options de traitement des risques;</li> <li>• affiner nos capacités de cybersurveillance et de réponse aux incidents.</li> </ul>	<p>Mohammad Qureshi          chef, Direction des opérations de cybersécurité          416-327-0413  <a href="mailto:Mohammad.Qureshi@ontario.ca">Mohammad.Qureshi@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Identité numérique</b></p> <p>Le Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux (GISG) travaillera avec les partenaires du Ministère à l'élaboration d'un nouveau programme d'identité numérique d'entreprise qui permettra aux Ontariens de prouver numériquement leur identité de façon commune, sécurisée, conviviale et confidentielle lorsqu'ils interagissent avec tous les niveaux du gouvernement et du secteur privé.</p> <p>Le GISG continuera également d'appuyer l'effort pour élaborer un cadre de fiabilité pancanadien en vue de permettre l'échange de renseignements entre les partenaires clés au niveau fédéral, provincial et territorial.</p>	<p>Robert Devries, dirigeant principal de l'information, Groupement pour l'intégration des services gouvernementaux          416-327-2561  <a href="mailto:Robert.Devries@Ontario.ca">Robert.Devries@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Santé mentale des enfants et des jeunes</b></p> <p>Le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse (MSEJ) et le Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux (GEJSS) travaillent avec les principaux organismes pour améliorer les services de santé mentale pour les jeunes en Ontario en recueillant, en regroupant et en diffusant les données sur la SMEJ en vue d'améliorer la prestation et la conception des services, et en échangeant des sommaires d'indicateur de rendement. De plus, le GEJSS élabore et met en œuvre</p>	<p>Dafna Carr          Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux          416-326-0700  <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>

	une solution de renseignement d'entreprise qui améliorera l'efficacité de la collecte et de l'analyse des données qui peuvent servir dans la planification des services et des systèmes.	
	<p><b>Solution de la TI pour le signalement des incidents graves (SIG)</b></p> <p>Une solution de TI pour le SIG harmonisera les processus de plusieurs intervenants dans le secteur de l'enfance et des services sociaux afin d'offrir une approche uniforme pour le signalement des incidents graves (IG) et assurer la conformité avec la législation. Cela réduira le fardeau administratif et le chevauchement rencontrés en ce moment, en plus de fournir un accès rapide aux renseignements, la qualité et l'intégrité des données, l'analyse des tendances et la préparation à la gestion du risque.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux 416-326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Solution informatique d'octroi de licence résidentielle</b> – Cette solution améliorera les capacités du MSEJ au sujet de l'inscription des établissements résidentiels de soins pour les jeunes et des activités de gestion des risques connexes. Le système facilitera l'application et la fourniture des licences par les propriétaires des établissements et le Ministère respectivement. De plus, il permettra au Ministère d'appliquer un indicateur d'état aux établissements et permettra la prise de décisions concernant la surveillance des établissements en fonction de l'état de la licence ou du rendement. Ce projet a été lié à la solution de Signalement des incidents graves (ci-dessous), ce qui permettra aux rapports de SIR d'indiquer l'état de la licence.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux 416-326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Données sur l'identité</b> – le MSEJ commencera la collecte des données sur l'identité afin de mieux prévoir des services appropriés sur le plan culturel et éclairer le travail pour aborder la surreprésentation des enfants et des jeunes racialisés pris en charge. Le GEJSS priorise le RIPE comme l'application où la collecte de ces données commencera, et a commencé le travail sur les options pour la collecte de ces données et l'établissement de rapports sur celles-ci.</p>	<p>Dafna Carr Dirigeant principal de l'information, Groupement ITI pour l'enfance, la jeunesse et les services sociaux 416-326-0700 <a href="mailto:Dafna.Carr@ontario.ca">Dafna.Carr@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Projet de surveillance de l'afflux des hôpitaux</b></p> <p>Élaborer une approche pour créer un répertoire unique et intégré des événements provinciaux et/ou un service de diffusion de données en temps réel pour appuyer la gestion du service d'urgence et de l'occupation des lits (principalement liée aux afflux) des hôpitaux, qui comprend ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Détermination des algorithmes et d'un ensemble de base des éléments de données pour la surveillance et la prévision des afflux. (Phase 1)</li> <li>2. Un tableau de bord normalisé pour appuyer la prise de décisions liées aux pressions d'occupation des hôpitaux. (Phase 1)</li> </ol>	<p>Karen McKibbin, cadre de direction, Groupement ITI pour les services de santé 416-326-7169 <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>

	<ol style="list-style-type: none"> <li>3. Détermination des flux de données et des normes qui appuieraient la surveillance des afflux. (Phase 2)</li> <li>4. Élaboration de la stratégie et du plan de la Phase 3, pour la mise en œuvre d'un répertoire intégré et/ou d'un service de diffusion pour appuyer la gestion des afflux, qui : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. répond aux exigences indiquées dans la Phase 1;</li> <li>b. permet au Ministère et aux autres intervenants du système de santé d'accéder aux données en temps réel; et réduit le fardeau sur les hôpitaux en réduisant le nombre de flux de données qu'ils tiennent à jour.</li> </ol> </li> </ol>	
	<p><b>L'initiative d'actualisation du SIGIF</b></p> <p>Le Système intégré de gestion de l'information financière (SIGIF) est un des systèmes clés de planification des ressources d'entreprise (PRE) de la fonction publique de l'Ontario (FPO) et est essentiel pour appuyer les activités de gestion financière pour l'ensemble des ministères dans la prestation de leurs programmes et services aux Ontariens.</p> <p>Le projet d'actualisation du SIGIF fait partie d'un cycle nécessaire d'entretien des biens et respecte notre engagement pour moderniser les systèmes informatiques et conserver la transparence et l'imputabilité des finances. Le projet d'actualisation du SIGIF apportera deux importantes améliorations :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. modernisation du matériel du SIGIF qui mettra à niveau l'infrastructure avec la dernière technologie de l'industrie appelée systèmes d'ingénierie, innovera l'hébergement de l'infrastructure et établira une base technologique souple pour la TI qui permettra toutes les futures transformations opérationnelles de la FPO;</li> <li>2. modernisation du renseignement d'entreprise qui remplacera les logiciels et boîtes à outils obsolètes d'établissement de rapports et fournira à la FPO une plate-forme réactive de renseignement d'entreprise pour les données et les renseignements opérationnels requis par chaque ministère de la FPO pour la prise de décisions fondées sur des données probantes.</li> </ol>	<p>Tricia Ireland, dirigeante principale intérimaire de l'information, Services et systèmes financiers organisationnels 416-326-0529 <a href="mailto:Tricia.Ireland@ontario.ca">Tricia.Ireland@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Projet de reconstruction de Queen's Park – Services ITI</b></p> <p>Les Services technologiques d'infrastructure (STI) jouent un rôle essentiel pour appuyer la Stratégie pluriannuelle de transformation des immeubles d'Infrastructure Ontario pour reconstruire les blocs MacDonald et Whitney au 900, rue Bay à Toronto. L'objectif principal des STI sera plusieurs mutations à grande échelle pour décanter les emplacements et appuyer la modernisation des technologies de télécommunications au moyen de GOnet, ONeVOICE et d'autres outils de collaboration.</p>	<p>Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure 416-326-3398 <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a></p>



	<p>L'amélioration de l'expérience de l'utilisateur final dans tout ce projet est une priorité essentielle. De nouveaux modèles de soutien seront pilotés puisque la technologie change et les besoins de soutien des employés évoluent. À mesure que l'effectif mobile augmente, la FPO cherchera à augmenter les capacités traditionnelles de bureau de service et de soutien sur place avec des expériences de soutien technique sur place. Le Solutions Café, ciblé pour le site de décantation à rue Front à Toronto, est une installation sur le campus en personne où les employés peuvent passer pour obtenir de l'aide avec l'informatique dans un environnement semblable à celui du commerce de détail (c'est-à-dire, Apple Genius bar). Les techniciens du Café seraient disponibles et ont de vastes connaissances des produits pour fournir du soutien et des connaissances pratiques aux employés.</p>	
	<p><b>Service de voix modernisé (ONeVOICE)</b></p> <p>La FPO continue de s'engager à utiliser un système de communication intégré qui englobe un large éventail de technologies et d'applications conçues et prises en charge pour fonctionner comme une plate-forme de communication unique, ayant une incidence sur la façon dont elle intègre des services de voix, de données et de vidéo.</p> <p>La priorité initiale sera un service de voix modernisé qui offrira aux clients du ministère la capacité de remplacer ou d'éliminer toutes les anciennes composantes de service variées en assurant leur convergence ou leur intégration en une seule offre de services. Une expérience améliorée de l'employé sera réalisée en offrant choix et souplesse avec un accent sur la simplicité opérationnelle et en préparant des services de communication pour les opérations numériques.</p>	<p>Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure 416-326-3398 <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a></p>
	<p><b>Modernisation des outils de collaboration et de productivité – Office 365</b></p> <p>Office 365 est un service infonuagique fourni de façon sécuritaire aux centres de données de Microsoft à Toronto et à Québec. Il remplacera de nombreux produits individuels de Microsoft actuellement offerts ou hébergés à l'interne par la FPO y compris le service de messagerie d'entreprise, les outils de bureau de Microsoft Office (Word, Excel, PowerPoint), les partages de fichiers dans le groupe de travail et à domicile (stockage électronique de réseau centralisé pour les documents) et la messagerie instantanée Lync. Les fonctions améliorées d'Office 365 mettront ces outils à jour et fourniront aux employés de nouvelles façons d'interagir, de collaborer, et d'échanger des renseignements.</p> <p>La mise en œuvre de ce nouveau modèle de prestation de services prendra du temps, et l'on prévoit qu'il permettra finalement la FPO d'utiliser les dernières mises à jour et améliorations technologiques et d'y accéder à leur lancement par Microsoft. Afin d'assurer une transition sans heurt vers Office 365 et pour fournir une expérience améliorée de l'utilisateur final ou de l'employé sur les produits de</p>	<p>Rocco Passero, dirigeant exécutif, Services technologiques d'infrastructure 416-326-3398 <a href="mailto:Rocco.Passero@ontario.ca">Rocco.Passero@ontario.ca</a></p>

	<p>Microsoft Office, un programme de gestion des changements composé d'experts en gestion des changements technologiques, de projet et organisationnels sera mis en place et exécuté. La planification de la migration vers Office 365 est en cours. Un projet pilote comprenant les utilisateurs opérationnels est prévu à l'automne de 2017 avec la migration à l'échelle de la FPO pour commencer en début de 2018. L'achèvement de la mise en œuvre est prévu d'ici mars 2020.</p>	
	<p><b>Un identifiant unique liant les données sur la garde d'enfants, les études et l'emploi :</b></p> <p>Les élèves ont un seul numéro d'identification depuis le niveau élémentaire jusqu'au niveau postsecondaire, soit le numéro d'immatriculation scolaire de l'Ontario (NISO), pour faciliter la compréhension et le suivi des progrès de l'élève dans le système d'éducation.</p> <p>En se fondant sur les réalisations passées, l'utilisation du NISO est maintenant élargie pour l'intégration horizontale avec les données sur la garde d'enfants et l'emploi, et élargit la synchronisation dans les données du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEQ) au moyen de l'harmonisation avec les données d'inscription actuelles des collèges et des universités. Il sera ainsi possible de suivre les progrès d'un enfant à partir des premiers stades de sa vie et tout au long de son cheminement scolaire ainsi que de son passage à la population active de l'Ontario.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Élargir le soutien aux décisions fondées sur des données probantes</b></p> <p>En 2015, une validation de principe de bac à sable d'analyse a été établie avec succès pour le ministère de l'Enseignement supérieur et de la formation professionnelle dans le but de permettre une plus grande analyse libre-service afin de mieux appuyer la prise de décisions reposant sur des données probantes. Une étude pilote utilisant le bac à sable a enquêté sur la des étudiants de niveau postsecondaire en examinant la transition et la mobilité des étudiants dans tous les établissements et les programmes collégiaux et universitaires. Le succès de cette initiative a mené à l'élargissement de la validation de principe afin de mettre à disposition un environnement d'analyse ouvert pour les établissements collégiaux et universitaires, ce qui améliore la convivialité, l'ouverture d'esprit et la confiance entre le ministère et les partenaires du secteur d'enseignement postsecondaire.</p> <p>Au cours des deux prochaines années, GSC cherche à étendre l'utilisation de ce bac à sable au ministère de l'Éducation (EDU), au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (MCI), au ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport (MTCS), au</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>ministère des Affaires municipales (MAM) et au ministère du Logement (MLO) pour améliorer sa capacité d'analyse. Par exemple, le MCI étudiera des possibilités de lier les données de citoyenneté et d'immigration aux renseignements sur le marché du travail, et le MLO ciblera les données sur l'approvisionnement afin de susciter des idées sur le logement social et le sans-abrisme.</p>	
	<p><b>Modernisation de la gestion des établissements scolaires</b></p> <p>Le projet de modernisation du Système d'information sur les établissements scolaires (SIES) est une initiative de restructuration du processus opérationnel conçue pour moderniser l'ancienne application existante et remplacer les feuilles de calcul externes connexes par une nouvelle solution de gestion intégrée et automatisée en milieu de travail disponible sur le marché.</p> <p>Le SIIS permet au ministère de l'Éducation de l'Ontario de gérer plus de 55 milliards de dollars d'installations et biens matériels et une superficie de plus 300 millions de pieds carrés répartis dans près de 5 000 installations qui desservent approximativement 2 millions d'étudiants ou environ 15 % des citoyens de l'Ontario chaque année. Au cours de la prochaine décennie, 11 milliards de dollars seront injectés dans le plan d'infrastructure provincial pour l'investissement de l'infrastructure des commissions scolaires qui est également prise en charge par le SIES.</p> <p>L'approvisionnement a été effectué et la solution LCPE choisie est la solution de gestion intégrée et automatisée en milieu de travail Tririga d'IBM. Le projet est actuellement à l'étape de mise en œuvre sous étroite surveillance de l'équipe des cadres supérieurs à la suite d'un retard avec la livraison de départ prévue à la fin de l'exercice de 2017-2018. La nouvelle date de mise en œuvre cible est le premier trimestre de l'exercice de 2018-2019.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>
	<p><b>Augmenter l'accès à l'éducation à l'aide d'une connectivité à large bande</b></p> <p>Le système d'éducation de l'Ontario est largement reconnu comme étant l'un des meilleurs au monde. Mais, afin de placer la barre encore plus haute, la vision renouvelée Atteindre l'excellence de la province exige une transformation de l'enseignement et de l'apprentissage soutenue par des technologies modernes. L'Ontario s'engage à travailler avec les commissions scolaires afin de fournir un accès à large bande abordable à toutes les écoles partout dans la province, en particulier dans les régions isolées et du Nord pour appuyer les réalisations des élèves et l'apprentissage du xxi<sup>e</sup> siècle. Cet engagement est prévu dans le budget de l'Ontario de 2016. Le besoin d'un service à large bande est également prévu dans les engagements du budget de 2016 du gouvernement du Canada.</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>À l'heure actuelle, la plupart des écoles financées par l'État ne possèdent pas d'infrastructure à large bande en place pour un accès Internet haute vitesse requis dans le monde moderne d'aujourd'hui. En 2016, le GSC a effectué une évaluation à grande échelle de la performance des réseaux des écoles et des conseils scolaires. Selon les conclusions de l'évaluation, et afin d'améliorer la réussite et le bien-être des étudiants au moyen d'environnements d'apprentissage branchés et novateurs, un programme de modernisation à large bande du ministère de l'Éducation de l'Ontario (MEO) a été mis en place, dont l'objectif est de fournir un niveau adéquat de connectivité à large bande à tous les étudiants et éducateurs de l'Ontario à un prix abordable.</p> <p>Le programme, qui doit être terminé en 2018-2019, sera mis en place selon un plan en trois étapes, en pleine collaboration avec le ministère et les conseils scolaires. La première vague a fourni des mises à niveau d'infrastructure à large bande dans un certain nombre d'écoles sélectionnées. Au début de l'exercice de 2017-2018, six écoles participant à la première vague du programme ont réussi à mettre en œuvre leurs solutions techniques. Les écoles restantes de la première vague sont à l'étape de mise en œuvre, et la plupart des mises en œuvre d'école doivent s'achever pendant les mois de l'été. La première vague permettra à l'équipe de projet de peaufiner davantage sa stratégie et son approche avant le lancement à grande échelle dans la deuxième vague, et l'achèvement au cours de la troisième vague.</p>	
	<p><b>Promouvoir la stratégie des données sur le logement et le sans-abrisme</b></p> <p>La province a un objectif ambitieux de mettre fin au sans-abrisme, et a adopté un objectif précis pour mettre fin au sans-abrisme chronique en dix ans. Un facteur clé est la Stratégie des données sur le logement et le sans-abrisme du ministère du Logement de l'Ontario (MLO), par laquelle le Ministère continue de bâtir un système fondé sur des données probantes qui a la capacité de répondre efficacement aux besoins changeants.</p> <p>L'objectif de la stratégie est d'améliorer la capacité du Ministère à recueillir, à gérer et à utiliser les données essentielles à l'élaboration de politiques publiques fondée sur des données probantes et à la prestation de programmes, et à y accéder. La stratégie des données facilitera également, à moyen et à long terme, la collecte de données fondées sur les résultats afin d'appuyer l'évaluation de divers programmes et de mesures de rendement connexes afin de prouver leur efficacité, y compris l'objectif de mettre fin au sans-abrisme.</p> <p>Une composante essentielle du plan de mise en œuvre est l'élaboration et l'entretien de systèmes d'ITI intégrés et solides et des outils d'analyse et de renseignements</p>	<p>Soussan Tabari, Directrice de l'information, Groupement des services à la collectivité 416-326-8216 <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	<p>d'entreprise. La feuille de route de projet pour quatre ans est harmonisée avec la modernisation du secteur du logement et livre les composantes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Année 1</b> : Se concentrer sur un entrepôt de données sur le logement et le sans-abrisme du MLO combiné à de puissants outils d'analyse et de renseignements d'entreprise pour faciliter l'accès et l'analyse des données existantes. <ul style="list-style-type: none"> <li>○ En mai 2017, le portail de données des [Renseignements d'entreprise sur le logement et le sans-abrisme (RELSA)] a été lancé. Le portail de données des RELSA est une plate-forme de soutien à décision élaboré pour appuyer la prise de décisions politiques fondées sur des données probantes. Ce portail Web fournit des tableaux de bord stratégiques d'établissement de rapports et une visualisation dynamique de la carte d'accès des données (SIG) à tous les utilisateurs, et des outils de renseignements d'entreprise en libre-service pour permettre aux grands utilisateurs formés de produire et d'afficher des rapports personnalisés.</li> </ul> </li> <li>• <b>Année 2</b> : Une vue d'ensemble plus complète du secteur avec le début de la collecte de données au niveau du client provenant des gestionnaires de services et des fournisseurs de logements (état : en cours)</li> <li>• <b>Année 3</b> : La collecte de données au niveau du client est effectuée avec une gamme complète de données respectant un calendrier d'actualisation défini, avec l'inclusion de données supplémentaires du niveau du client provenant du consortium de l'initiative de collaboration en matière de logement (ICL).</li> <li>• <b>Année 4</b> : La vue unique du secteur du logement et du sans-abrisme est augmentée par une gamme complète de données au niveau du client au fur et à mesure que la maturité des renseignements d'entreprise et de l'analyse progresse vers l'analyse prédictive.</li> </ul>	
<p><b>3. Enjeux et besoins :</b>  Décrivez brièvement les enjeux que vous aimeriez communiquer au Conseil et le type d'aide dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.</p>	<p><b>Leadership numérique et intrapreneuriat pour les gouvernements modernes</b></p> <p>Il serait utile de connaître les expériences dans l'ensemble des administrations quant à créer des gouvernements numériques et modernes en démontrant un leadership numérique de même qu'un intrapreneuriat à tous les niveaux de l'organisation. Cette approche comprendrait ceci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment différentes administrations perfectionnent le secteur public pour encourager l'innovation et renforcer la capacité de leadership numérique.</li> <li>• Études de cas réussies pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Planification stratégique des opérations et d'ITI efficace et conjointe pour éclairer les nouvelles options politiques;</li> <li>○ conception conjointe du modèle opérationnel axé sur les utilisateurs entre la TI et les partenaires de politique ou de programme.</li> </ul> </li> <li>• Apprendre des expériences des toutes les administrations au sujet des projets pilotes et des validations de principe liés aux nouvelles technologies</li> </ul>	<p>Soussan Tabari,  Directrice de l'information,  Groupement des services à la collectivité  416-326-8216  <a href="mailto:Soussan.Tabari@Ontario.ca">Soussan.Tabari@Ontario.ca</a></p>

	pour faire avancer le gouvernement numérique comme : l'intelligence artificielle, les chaînes de blocs, les drones et le Gouvernement ouvert.	
	<p>Il existe un besoin grandissant d'étudier les possibilités d'économies de coûts pour les solutions pancanadiennes existantes, comme Panorama, dans toutes les administrations, par exemple une infrastructure commune hébergée par une administration (le coût total de fonctionnement et de soutien des solutions Panorama mises en place dans les cinq provinces et un territoire est d'environ 50 millions par année – environ 20 millions de dollars sont assumés par l'Ontario).</p> <p>Il faut établir un inventaire d'investissements des administrations pouvant être optimisé pour appuyer les initiatives de santé numérique dans tout le pays. Il faut également four une identification de client sécuritaire dans tous les programmes du gouvernement pour assurer la sécurité appropriée et la protection des renseignements personnels (par exemple, permettre la validation des avantages sociaux du client auprès de l'ARC).</p> <p>Il faut passer à des normes acceptées à plus grande échelle, par exemple HL7-FHIR et SNOMED-CT pour les immunisations et adopter une norme liée aux renseignements sur les médicaments qui contient tous les éléments de données cliniques nécessaires (pas seulement à des fins de prise de décisions).</p>	<p>Karen McKibbin, cadre de direction, Groupement ITI pour les services de santé (416-326)7169  <a href="mailto:Karen.McKibbin@Ontario.ca">Karen.McKibbin@Ontario.ca</a></p>
<p><b>4. <u>Planification des réunions et des téléconférences du CDPISP :</u></b>  Veuillez indiquer les sujets qui revêtent un intérêt particulier pour votre administration en vue des futures réunions ou téléconférences CDPISP. (Veuillez fournir une brève description pour chaque point.)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Identité numérique : puisque l'Ontario met en place un nouveau programme organisationnel d'identité numérique, l'échange de renseignements avec les autres partenaires fédéral-provinciaux-territoriaux et les leçons retenues provenant d'eux seraient avantageux.</li> <li>• Cadre pancanadien de la fiabilité de l'identité (CPFI) : à mesure que les programmes d'identité numérique évoluent partout au Canada, il est essentiel d'autoriser l'échange sécuritaire et confidentiel des identités dans toutes les administrations. Comment pouvons-nous continuer à faire avancer la création du CPFI?</li> <li>• Échange de renseignements généraux liés à l'utilisation des nouvelles technologies comme la chaîne de blocs et l'intelligence artificielle.</li> <li>• Échange de renseignements généraux liés à l'orientation vers une conception axée sur l'utilisateur, utilisation des méthodes agiles ou autres et communication des leçons retenues.</li> </ul>	